

LE RÉGIME DE REVENU FAMILIAL GARANTI

LES ALLOCATIONS FAMILIALES—L'ENTENTE ENTRE
OTTAWA ET QUÉBEC—L'EXERCICE DU POUVOIR
LÉGISLATIF PAR LE QUÉBEC

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Mercredi dernier, le premier ministre du Québec déclara à l'Assemblée nationale que la province de Québec conserverait la primauté législative dans l'application du régime fédéral d'allocations familiales.

Le ministre est-il en mesure de dire, en se fondant sur cette déclaration, si les négociations sont terminées entre les deux gouvernements et si le Québec conservera la primauté législative dans ce domaine?

M. l'Orateur: Cette question a été prise en délibéré mais, pour le moment, la présidence reconnaîtra l'honorable député d'Hamilton-Ouest.

* * *

LES AÉROPORTS

LE CANTON DE PICKERING—LE MINISTRE DEVANT
L'OPPOSITION AU CHOIX—L'EXPLICATION

[Traduction]

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre s'en tient-il à sa décision originale quant à la nécessité de construire un second aéroport international, ainsi qu'au sujet de l'emplacement choisi comme étant le meilleur, étant donné l'opposition de plus en plus grande à ces deux décisions?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je réponds par l'affirmative dans les deux cas. Je pourrais, par ailleurs, faire remarquer au député qu'il y a aussi de plus en plus de gens qui appuient la proposition.

M. Alexander: Je sais gré au ministre de sa réponse; sous ce rapport, je suis d'accord avec lui, bien que je le sois rarement avec le gouvernement. Comme le ministre s'est engagé à déposer les études nécessaires et autres documents qui lui ont permis de prendre ces décisions, quand le ministre donnera-t-il suite à son engagement? Il est extrêmement important, je crois, que les députés connaissent l'avis du gouvernement, afin que nous puissions répondre aux lettres que nous recevons à ce sujet.

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, je suppose que le député n'était pas à la Chambre il y a deux semaines, sauf erreur, lorsque j'ai déclaré que ces documents étaient maintenant accessibles et tout député qui le désire peut en obtenir autant qu'il en a besoin. J'ai décidé de n'en pas faire une distribution générale simplement par souci d'économie en ne l'expédiant pas à ceux qui ne sont pas intéressés.

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, c'est une attitude tout à fait nouvelle. Étant donné l'intérêt suscité par la question, je croyais qu'on déposerait les documents. Le ministre voudrait-il prendre l'initiative de publier ces documents, de façon que tout le pays sache de quoi il retourne?

[L'hon. M. Lang.]

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, je crois que c'est déjà fait, mais si le député veut que je m'y prenne autrement, je le ferai volontiers. Entretemps, je déposerai les documents.

M. l'Orateur: A l'ordre, l'heure réservée aux questions est presque terminée. La présidence va donner la parole à deux ou trois députés qui essaient depuis quelques jours de poser des questions.

* * *

LES PÊCHES

SAUMON DE L'ATLANTIQUE—LE BOYCOTTAGE DES
PRODUITS DANOIS

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au très honorable premier ministre. Compte-t-il se rallier à son ministre des Pêches pour appuyer un boycottage des produits danois sur notre marché, en vue de contester la position du Danemark dans le domaine de la pêche au saumon en haute mer?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il va sans dire que j'appuie la position du gouvernement canadien, qui n'est pas celle qu'a mentionnée le député.

* * *

LES PORTS

ADMINISTRATION DU PORT DE CHURCHILL—LA
REPRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION POUR LA ROUTE
DE LA BAIE D'HUDSON

M. Bill Knight (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Étant donné que l'on a annoncé la nomination des administrateurs du port de Churchill, le ministre nous dirait-il si on s'est adressé à l'Association pour la route de la baie d'Hudson pour qu'elle soit représentée au sein de l'Administration du port?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je crois que oui, mais je peux me tromper. Je vais prendre note de la question et vérifier.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE

LE REMPLACEMENT DU SIGLE SUR CERTAINES FAÇADES
ET VOITURES À EDMONTON

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur. J'aimerais poser une question au premier ministre. Étant donné qu'il s'est engagé à remettre la plaque d'identité de la Gendarmerie royale du Canada, retirée de divers édifices et voitures, quand procédera-t-on à cette remise en place sur l'édifice principal de la Gendarmerie royale à Edmonton?

• (1520)

Une voix: Cet après-midi.

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, ce sera au solliciteur général et au procureur